

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

## **Bréauté : les parents d'élèves disent fermement non au projet de loi Blanquer**

Vendredi 10 mai, les représentants des parents d'élèves d'Henri-Blanc organisaient une journée « école morte ». L'objectif était de montrer leur désaccord face au projet de loi Blanquer, dite « École de la confiance », qui sera examiné au Sénat à partir du 14 mai.

Stéphanie Debris, représentante des parents d'élèves, en a profité pour expliquer les craintes de l'ensemble des parents à la sénatrice Céline Brulin, venue spécialement pour les soutenir. Selon elle, cette loi représente une attaque sans précédent contre le service public d'éducation : disparition des directeurs d'école remplacés par un adjoint rattaché au collège de secteur, menace sur la liberté d'expression des enseignants, suppression des conseils d'écoles, recrutement des enseignants sans formation, financement public obligatoire pour les écoles privées...

### **130 signatures**

Cette journée de mobilisation, commune à d'autres écoles de l'agglomération havraise et du pays de Caux, a permis de relayer l'information et d'appuyer l'appel national à la grève dans la fonction publique le 9 mai. Plus généralement, cette journée a aussi permis d'expliquer certaines zones d'ombre de la loi, venant compléter la pétition lancée au sein de l'école en mars dernier. Celle-ci, qui avait recueilli plus de 130 signatures, a d'ailleurs été remise en mains propres à Céline Brulin qui en fera l'écho au niveau national. La municipalité, dont plusieurs représentants étaient présents ce vendredi matin, tenait aussi à apporter son soutien au mouvement.

Lors du conseil d'école du 23 avril, les parents élus ont présenté une motion afin de dire clairement non au projet de loi Blanquer, s'élevant contre le financement des écoles privées au détriment du secteur public, contre la disparition des directeurs d'école, contre la fin de la carte scolaire, contre la réforme de la formation des enseignants et contre la diminution des services liés à la gestion des accompagnants d'élèves en situation de handicap. Si cette journée d'information et de mobilisation a reçu un écho plus que favorable auprès des parents d'élèves, leurs représentants resteront vigilants sur l'évolution du projet de loi.